

UN ATTRAPE-NIGAUD: L'ANTI-FRANCE...

Devant l'Assemblée Nationale, M. Michel Debré, premier valet de Chambre de Sa Majesté, s'est produit dans l'exercice de ses fonctions avec son brio habituel.

Un peu gêné aux entournures toutefois, dans sa livrée encore neuve, M. ex-Courrier de la Colère.

Par exemple, lorsqu'il parle de l'intégration. Alors le style s'alourdit, les phrases butent, le discours trébuche:

«*Si l'intégration est ceci, alors nous sommes pour...* (applaudissements à droite). *Si l'intégration est cela, alors nous sommes contre...*» (applaudissements à gauche).

Conclusions: le gouvernement pratique l'intégration sans le dire tout en la faisant sans en parler.

Incontestablement, M. Michel Debré fait des progrès: à l'école du monarque, le marmousset de la Vème finira par égaler le maître dans le difficile art oratoire du clair-obscur.

Mais la technique n'est pas encore bien au point.

Par contre, si M. le Premier ministre éprouve encore quelques malaises à traduire dans les mots la géniale et sibylline politique du Sauveur, il retrouve toute sa verve aussitôt pour partir en guerre.

En guerre contre, l'Anti-France.

Alors, libéré de tous complexes, le preux chevalier enfourche son cheval de bataille.

Un cheval de bataille ramassé parmi les détritus de l'écurie maurrassienne.

Voilà, enfin, du neuf et du raisonnable!

Et voilà qui ajoute un lustre nouveau à une grandeur dont M. le général De Gaulle nous affirme chaque jour qu'elle atteint désormais des cimes himalayennes...

Reprenez notre sérieux. Il y a un an, le général De Gaulle arrivait au pouvoir, propulsé par une rébellion militaire de colonels, selon le plus classique des scénarios dont les républiques sud-américaines sont périodiquement le théâtre.

Une rébellion militaire inspirée et organisée par des éléments fascistes, dont le général ne pouvait ignorer l'existence avant même la mascarade «révolutionnaire» du forum d'Alger. Rébellion que, par conséquent, (*partie de composition incompréhensible*) mis hors de combat.

Toutes les randonnées publicitaires et plébiscitaires du Général-Président à travers la France ne peuvent masquer cette réalité tragique: la guerre d'Algérie s'enlise. Volontairement ou par maladresse politique, toutes les tentatives de dialogues se sont soldées par des échecs, échecs dont la répétition rend de plus en plus difficiles de nouveaux essais.

De telle sorte que rien ne permet aujourd'hui d'entrevoir une issue prochaine, c'est-à-dire la fin de cette imbécile tuerie.

Pour masquer cet échec, l'échec du fameux «*Je suis le seul à pouvoir faire la paix en Algérie*», il fallait trouver un dérivatif. Un dérivatif qui soit à la fois une raison et une excuse de cet échec.

Alors, M. Michel Debré a eu un éclair de génie: en fouillant dans les poubelles du nationalisme, il a exhumé le slogan de l'Anti-France.

C'était simple - d'une simplicité à la mesure du personnage.

Si la guerre continue, si les fellagha restent sourds aux offres de la «paix des braves», c'est de la faute à l'Anti-France.

Si les Algériens ne sont pas éblouis par la magnanimité démocratique du nouveau régime qui leur permet de se rendre tous les trois mois aux urnes - sous bonne escorte - c'est de la faute à l'Anti-France.

Si les «regroupés» ne sont pas charmés des attentions de l'Armée qui crée à leur intention de délicieux petits villages entourés de barbelés et surmontés de miradors, c'est de la faute à l'Anti-France.

Une Anti-France qu'on identifie, cela va de soi, au communisme international.

Et c'est, une fois de plus, le classique tour de passe-passe. On fourre tout dans le même sac: les mercenaires de Moscou, les libéraux anticolonialistes et les chrétiens non-conformistes, les pacifistes et les syndicalistes, les banques suisses et les fabricants d'armes italiens ou allemands, le Sultan du Maroc et le Président de la République tunisienne, Nasser et Kassem, Tito et Nehru, etc.

Tout cela étiqueté communistes. Pour les besoins de la cause. De la mauvaise cause des paladins de la Vème République.

En vérité, si le communisme n'existe pas, il faudrait l'inventer.

Car, sans ce commode paravent derrière lequel s'abritent tous les dictateurs et toute la pourriture fasciste ou fascinante de l'Occident comme de l'Orient, comment pourrait-on encore justifier des politiques d'un autre âge?

M. Debré n'innove rien.

Voici, par exemple, plus de vingt ans que Franco fait la guerre au communisme dans un pays où le communisme est inexistant. Avec la bénédiction d'Hitler et de Mussolini d'abord, ensuite avec celle de l'Occident «démocratique».

M. Debré n'est, tout au plus, qu'un bon élève. Peut-être finira-t-il par s'illusionner lui-même.

Mais cela ne mettra pas pour autant un terme à la guerre d'Algérie.

Car, hier comme aujourd'hui et aujourd'hui comme demain, il faudra bien en venir à ce par quoi on aurait dû commencer, c'est-à-dire négocier avec ceux contre qui on se bat.

Mais, d'ici là, M. le Président De Gaulle aura encore eu l'occasion de prononcer quelques beaux et ténébreux discours et M. le Président Debré celle de fulminer contre l'Anti-France. Quant à M. le ministre Malraux, nul doute qu'il ne condamne bientôt et avec véhémence les «séquelles de la vérole nazie».

...Et, pendant ce temps, quelques milliers de nouvelles tombes fraîches auront encore écloses, comme des fleurs funèbres, sur la malheureuse terre d'Algérie.

Bon courage, messieurs du gouvernement. Et que votre Dieu vous bénisse - s'il en a le goût.

Maurice FAYOLLE.